

Enterrer les morts-vivants

*Réflexions sur la racialisation,
le PCF et le communisme
à travers l'affaire de la
destruction au bulldozer d'un
foyer de travailleurs immigrés
en 1980 à Vitry-sur-seine*



Cette brochure a été imprimée une première fois début 2022 à la suite de l'expulsion du CSA d'Ivry. Elle devait subir des grosses modifications par la suite avant sa mise en ligne. Au final, c'est cette première version que nous choisissons de mettre en ligne.

Pour vos retours, questions, intérêts ou insultes, n'hésitez pas à nous écrire à l'adresse suivante :

enterrerlesmortsvivants@riseup.net

Enterrer les morts-vivants

*Réflexions sur la racialisation,
le PCF et communisme
à travers l'affaire de la
destruction au bulldozer d'un
foyer de travailleurs immigrés
en 1980 à Vitry-sur-seine*

Table des matières

| | |
|---|-----------|
| Avant-propos | 5 |
| Le PCF, champion du racisme anti-immigrés | 9 |
| De Charonne à Vitry | 12 |
| Après les incidents de Vitry : Le réformisme raciste et anti-ouvrier | 28 |
| Habib : Les élections municipales ou le " programme commun " contre les immigrés | 38 |

AVANT-PROPOS

Cette brochure ne s'adresse pas à un public en particulier. Elle est née de la volonté de mieux comprendre l'idéologie du Parti Communiste s'incarnant dans les mairies, notamment dans les banlieues sud. Elle est née d'une volonté de retracer les liens entre racisme, immigration et logement notamment à Vitry-sur-Seine à travers les événements du début des années 1980. Pour autant nous ne doutons pas qu'ils soient caractéristiques d'une idéologie fortement imprégnée au sein du PCF encore contemporanément. Enfin, même si cette brochure cherche à participer à la démonstration du fait que le PCF est fondamentalement raciste et contre-révolutionnaire, nous avons conscience que nous ne sommes évidemment pas les premiers et même peut-être les derniers à vouloir régler nos comptes avec eux. Cette brochure est ainsi avant tout réalisé dans le but de régler les comptes avec nous-mêmes, c'est-à-dire d'arrêter de se demander pourquoi le PC n'est pas communiste, pourquoi le PC ne réquisitionne pas des bâtiments vides, pourquoi le PC ne résiste pas à la « gentrification », bref recentrer le débat, remettre à leurs places les idiots utiles du Capital et essayer d'imaginer des perspectives de luttes contre nos ennemis réels.

Les différents textes de cette brochure ont tous été écrit entre 1980 et 1983 et traitent, à travers l'actualité de Vitry, du rapport du PC à l'immigration et de son rôle historique dans la construction raciale de la catégorie de « musulman » à la fin des années 70. Le groupe *Théorie Communiste* s'est lui aussi penché sur l'histoire de cette construction et de ses reconfigurations et aborde le rôle que le PCF y a joué. Dans son numéro 26, le groupe cherche ainsi à analyser les mécanismes de racialisation à l'œuvre au sein du

prolétariat en lien avec la restructuration du capitalisme dans les années 1970-1980 :

« Il y a tout un faisceau de déterminations interdépendantes qui se coagulent au tournant des années 1970-1980 (crise/restructuration, effondrement de l'identité ouvrière, regroupement familial, crise de l'État-providence) qui excluent le "travailleur immigré" de la "communauté du travail" et de son identité de travailleur sans qu'il cesse pour autant de travailler, mais plus chômeur, plus précaire, il devient une figure particulière et particularisée dans la recomposition de la force de travail. La "disparition du travail" [...], c'est la disparition d'une certaine organisation et des modalités historiques d'exploitation du travail. Les "immigrés" (et leur descendance) continuent à travailler, ce sont les modalités d'exploitation de la force de travail qui ont changé. La segmentation, les modes d'emploi, la particularisation du travail du "travailleur immigré" sont redéfinis : la fin de l'identité ouvrière fait de la segmentation raciale un élément premier, autoréférent, présupposé.

De façon piteuse et caricaturale, le Parti Communiste accompagne le mouvement et s'en fait, à sa mesure, un promoteur. Le PCF, en 1977, promouvait le "produisons français", dans *L'Humanité* du 6 janvier 1981, Georges Marchais écrivait une Lettre au recteur de la mosquée de Paris : "il faut arrêter l'immigration sous peine de jeter de nouveaux travailleurs au chômage (...) Je précise bien : il faut stopper l'immigration officielle et clandestine". Auparavant, le 24 décembre 1980, le maire communiste de Vitry-sur-Seine (Val-de-Marne) fait raser un foyer de trois cents travailleurs maliens sans papier, et plus tard en 1981, Robert Hue (qui n'avait pas encore rallié Emmanuel Macron), alors maire de Montigny-Lès-Cormeilles (Val-d'Oise) lance une campagne médiatique amalgamant, sans la moindre preuve, dealers et familles arabes¹. »

1 Théorie Communiste, *Le kaléidoscope du prolétariat*, 2018, (N° 26), p.50.

Ainsi nous voyons que le PCF, reprenant la rhétorique nationaliste immigration = chômage, a participé, *à sa mesure*, à la reconfiguration de la racialisation d'une partie du prolétariat en France. Il l'a non seulement fait à travers une rhétorique explicitement raciste mais aussi à travers l'entretien d'un mythe, d'un mythe tenace, celui de la correspondance entre prolétariat et classe ouvrière, qui se manifeste elle-même à travers la fameuse « identité ouvrière » si chère au PCF.

L'identité ouvrière, c'est-à-dire très sommairement la représentation sociale du prolétariat comme ouvrier masculin et blanc, implique aussi une certaine vision de la révolution, qui consisterait, à l'image du 20^e siècle, en une « libération » du travail et menant à une société de travailleurs comprenant un partage des richesses. En bref conserver toutes les catégories du capitalisme² et le rendre un peu plus égalitaire. Cette vision de la révolution qui amalgame ainsi la classe ouvrière (représentée encore une fois comme blanche et masculine) et le prolétariat est évidemment à abandonner. Mais ce n'est pas pour autant qu'il faut abandonner la lecture de la société en termes de luttes des classes, ni même l'optique de la révolution communiste³.

En effet « [i]l faut maintenir une lecture de classe du racisme même si, historiquement, les rapports de classe ont été utilisés pour invisibiliser les questions raciales et de genre⁴. » Et ceci justement parce qu'une bonne partie des racisé.es fait partie du prolétariat tel

² Conserver toutes les catégories du capitalisme implique donc bien évidemment de conserver les divisions de classes, de genre et de race.

³ Communisme à ce moment-là entendu comme mouvement d'abolition réelle de toutes les catégories capitalistes, et ce sans transition. Le communisme tel que nous l'entendons n'est pas un type de société à atteindre mais le mouvement dans cette direction, c'est-à-dire sa réalisation immédiate dans l'insurrection. Les tenants de cette conception de la révolution communiste se regroupe sous le nom du courant théorique de la « communisation ». Voir par exemple : B. Astarian, *Activité de crises et communisation* ou G. Dauvé, *Crise et communisation*, Entremonde, 2017.

⁴ Amaouche Malika, Kateb Yasmine, Nicolas-Teboul Léa, « Pour une approche matérialiste de la question raciale. Une réponse aux Indigènes de la République », *Vacarme*, 2015/3 (N° 72), p. 170-197.

que nous l'entendons, c'est-à-dire classe antagonique au Capital, classe qui a ses intérêts objectifs dans l'abolition du travail et des autres catégories capitalistes. Ainsi race, genre et classes sont toutes entendues comme des constructions sociales issues du mode de production capitaliste.

« Envisager la race comme une construction sociale implique de pouvoir penser les autres rapports sociaux que sont le genre et la classe comme également construits socialement. Penser un racisme systémique doit permettre d'articuler race et genre, race et classe. Or, le champ de la pensée qui refuse de considérer comme naturelles toutes les catégories produites par ce mode de production – la propriété, le travail, l'argent – c'est, pour employer un vieux mot, celui de la "critique de l'économie politique"⁵. »

Ainsi considérer toutes ces catégories comme étant des catégories issues du mode de production capitaliste, n'est évidemment pas pour nier les rapports de domination qui ont lieu à l'intérieur-même du prolétariat, notamment entre les « femmes » et les « hommes »⁶ ou entre les blanc.hes et les racisé.es. Notre but n'est pas de donner une représentation unifiée du prolétariat. Mais ceci permet de dépasser une certaine vision que nous dirons bourgeoise ou libérale de l'intersectionnalité, c'est-à-dire la société vue comme un carrefour où les identités de chacun et chacune se meuvent et se redéfiniraient constamment en fonction de qui elles côtoient et qui espéreraient pouvoir échapper aux structures sociales par des changements (ou performance) de subjectivité. Ainsi pour prendre l'exemple de la racialisation nous pourrions dire :

5 *Ibid.*

6 Ces deux catégories étant évidemment aussi une construction sociale. Le mode de production capitaliste e eu besoin de construire une catégorie « femme » et de la faire apparaître comme naturelle pour mieux l'assujettir au travail reproductif.

« [Qu'elle] n'est donc pas indépendante des clivages de classe. Ce n'est pas parce que les militants politiques les nient dans les discours qu'ils disparaissent. Au contraire, on les reconduit et on risque d'approfondir un peu plus l'incompréhension entre les différents groupes sociaux qui sont amenés à se rencontrer et parfois à s'allier dans les luttes. C'est parce que les séparations, les contradictions sociales sont permanentes que l'apparition de luttes est inéluctable. La rencontre entre les exploités devient possible et elle est *elle-même un enjeu de la lutte*. Rencontre entre tous ceux qui, *communément exploités*, ne le sont pas de manière égale⁷. »

Les textes qui suivent, développant donc une lecture matérialiste du racisme à travers les événements des années 1980 à Vitry, peuvent ainsi nous aider à mettre en perspective nos luttes contemporaines, à penser les diverses imbrications, bien qu'ils ne parlent peu de genre, et nous aideront à réenvisager nos réels ennemis communs. Pour cela, nous devons complètement abandonner la vision du prolétariat comme blanc, ouvrier et masculin, ce mythe que le PCF, à sa mesure, a cherché à entretenir durant toute son histoire, pour renouveler notre conception du prolétariat et imaginer de nouvelles perspectives de luttes. Bien des camarades ont enterré théoriquement le PCF il y a déjà des décennies, il s'agit maintenant pour nous de remettre un coup de pelle aux morts-vivants.

7 *Ibid.*

LE PCF CHAMPION DU RACISME ANTI-IMMIGRÉS¹

Seine-Saint-Denis, Val-de-Marne, Hauts-de-Seine, ces départements à direction PCF composant la ceinture ouvrière de Paris, sont désormais interdits à l'immigration. Par la voix de ses représentants municipaux, le PCF exige l'arrêt de l'immigration et l'envoi des immigrés... à Neuilly.

Ces mesures sont en parfaite continuité et en totale logique avec la nature et la politique du PCF. La seule donnée nouvelle, c'est que racisme, chauvinisme, pro-capitalisme ne sont plus recouverts d'un quelconque vernis ouvrier ou « socialiste ». Aujourd'hui au PC – mais aussi au PS, comme à Villeurbanne – on parle franc, on dit : « Bienvenue aux flics, dehors les immigrés » ! Le choix est clair, logique et en accord avec la bourgeoisie.

Celle-ci, avec son plan « Sécurité et Liberté », ses expulsions, ses assassinats, vise directement à intimider l'ensemble de la classe ouvrière, à lui montrer le bâton pour la faire filer droit. Il est donc logique que le PC, dans son souci d'ordre et d'équilibre social, emboîte le pas à ses maîtres, les bourgeois. Et on peut affirmer en toute certitude que lorsque l'équilibre social risquera ouvertement de basculer, quand la classe ouvrière retrouvera son instinct de classe et sa haine de l'ordre bourgeois pour les fondre dans la préparation d'une riposte organisée, le PCF, lui, passera sur le terrain de l'action directe pour mater physiquement les travailleurs. Ce passage à un affrontement physique confirmé aujourd'hui par l'ensemble de sa politique, s'inscrit inévitablement dans la nature de cette milice anti-ouvrière qu'est le PCF. Ce ne

¹ Article paru dans *Le Prolétaire* < https://www.pcint.org/40_pdf/03_LP-pdf/301-400/lp-323-w.pdf > , n° 323, 4 au 27 novembre 1980, p. 1-4 et trouver ici : < <https://sinedjib.com/index.php/2020/08/13/pcf-racisme-immigres/> >

sont donc pas, comme l'affirme la CFDT – qui trouve ainsi le moyen de se dédouaner sans la moindre critique sur le fond -, des causes contingentes et électoralistes qui poussent le PC à cela. Ce ne sont pas des causes contingentes qui ont poussé pendant la guerre le PC à fusiller lui-même les militants restés fidèles à l'internationalisme, ce ne sont pas des causes électorales qui ont fait du PCF le complice des bombardements de Sétif le 8 mai 1945 et de tous les massacres des révoltes anti-coloniales.

Aujourd'hui, les déclarations des municipalités comme celle d'Ivry par exemple, sont édifiantes et les révolutionnaires doivent se réjouir de telles déclarations, car elles montrent dans les faits ce que nous ne cessons d'affirmer invariablement.

Dans Le Travailleur du 24-10-1980 (organe du PC pour le Val-de-Marne), le PC déclare : « Trop d'immigrés, c'est mauvais pour les Français et les immigrés ». La cause du racisme est attribuée aux victimes elles-mêmes ! « Nous nous prononçons pour l'arrêt réel de l'immigration. » Arrêt réel, ça veut dire que le PC est d'accord avec l'Etat qui stoppe l'immigration, mais qu'il lui reproche de ne pas prendre des mesures efficaces ! Avec le PC au gouvernement, on peut lui faire confiance, plus un immigré ne passerait la frontière.

« Nous exigeons [que patronat et sociétés d'HLM] cessent d'attribuer les HLM aux immigrés [...] et s'il le faut nous appellerons à l'occupation des logements pour y reloger des mal-logés ivryiens. » Et de fait, le PC a déjà réussi à faire expulser six familles « qui étaient à l'origine de troubles » (Le Travailleur du 17-10-1980). Ne cherchons pas la nationalité de ces familles !

Mais l'abjection du PC de Vitry est elle aussi édifiante. Dans Vitry H.A.D. d'octobre 1980, le PC dénonce le jeune camarade immigré qui s'était fait le porte-parole de la haine des flics et des bourgeois manifestée par les habitants d'une cité où avait été assassiné le jeune Kader : le voilà qualifié de « jeune voyou, très connu pour les actes répréhensibles [on imagine sans peine le bureaucrate cravate-attaché-case écrivant cela] dont il s'est rendu coupable, et nous pensons qu'isoler [gageons que demain le PC écrira : éliminer] ces éléments est l'affaire de tous ».

Pour les ouvriers, le PC ? Communiste, le PC ? C'est justement dans les villes de la banlieue parisienne, traditionnellement habitées par les ouvriers – mais une politique de construction destinée aux cadres et à l'aristocratie ouvrière les pousse à quitter même cette banlieue – qu'on voit que pour le PC, comme pour le PS, comme pour les bourgeois, la misère est un crime, la couleur de la peau une tare, et la haine de l'exploitation une déviation insupportable qu'il faut isoler.

Il est évident (sauf pour les trotskystes ultra-dégénérés qui appellent dans Rouge du 1^{er} novembre à l'unité PC-PS contre le racisme !) que l'action du PC vise à renforcer les derniers remparts de l'ordre capitaliste : défense de la famille, défense du bon travail, défense de l'armée, de la police, de la patrie. Ces objectifs ne sont pas seulement un aplatissement complet devant les capitalistes, mais aussi et surtout une politique dirigée contre l'ensemble de la classe ouvrière.

Pour pouvoir détruire les chaînes que lui a forgées le capitalisme, la classe ouvrière devra aussi faire sauter les menottes que lui ont passées les partis soi-disant ouvriers.



DE CHARONNE À VITRY

~ ÉTIENNE BALIBAR

Écrit après les « affaires » de Vitry-sur-Seine et de Montigny-lès-Cormeilles et paru dans *Le Nouvel Observateur*, n° 852 du 9 mars 1981, cet article m'a valu en son temps d'être exclu du Parti communiste français (auquel j'avais adhéré en 1961) par une résolution du Comité fédéral de Paris adoptée le jour même et publiée dans *L'Humanité* du 10 mars 1981. Il a entraîné également deux mises au point dont je prends acte : l'une d'Henri Alleg, concernant les circonstances de publication de *La Question* en 1958 (cf. *L'Humanité* du 18 mars 1981), l'autre de Mme Béatrice Maillot concernant l'engagement de son frère aux côtés du FLN et les rapports entre le PCA et le PCF (cf. *Le Nouvel Observateur*, n° 853 du 16 mars 1981). Réédition dans *Les frontières de la démocratie*, Editions La Découverte, 1992 (épuisé).

Raciste, le parti de Moussa Konaté² et d'Henri Alleg, le parti des morts de Charonne, à qui les députés communistes viennent de demander qu'on élève enfin un monument commémoratif

² Militant du PCF et de la CGT, de nationalité malienne, responsable du Syndicat des Grands Magasins, dont l'arrêt d'expulsion par le gouvernement Barre fut annulé après plusieurs semaines de mobilisation.

? Antiraciste, le parti de Guy Poussy³ et de Paul Mercieca⁴, les organisateurs de l'opération bulldozer de Vitry, le parti de Robert Hue⁵, qui se sert d'une famille algérienne pour ameuter une petite ville contre une autre famille de travailleurs marocains ? Quel communiste prétendra aujourd'hui éluder la question ?

Je n'étais pas dans la rue, près du métro Charonne, le 8 février 1962. Un mois et demi plus tôt, le 19 décembre, dans ce qui avait été la première des manifestations unitaires vraiment massives contre l'OAS, contre les ratonnades du gouvernement de Gaulle-Debré et pour la paix immédiate en Algérie, les Brigades spéciales du préfet Papon, armées de leurs « bidules » et de ces mousquetons à la crosse ferrée dont elles se servaient comme de massues, m'avaient envoyé au tapis en même temps que quelques dizaines d'autres membres du service d'ordre des Jeunesses communistes. Ce jour-là, il n'y eut pas (encore) de morts. Parmi les blessés, certains eurent la chance d'être portés à l'hôpital par des camarades, par des amis anonymes surgis de la grande foule fraternelle. D'autres, « récupérés » par la police, transitèrent d'abord par Beaujon, où on les « soigna » tout particulièrement. Il en fut de même le 8 février, et d'autres fois depuis. J'ai encore en mémoire, au moment de la charge des flics, cette calme assurance d'un groupe d'ouvriers du service d'ordre de la CGT, écartant nos rangs désorientés pour se porter en tête, sachant d'instinct et d'expérience qu'il y a moins de blessés, et moins graves, dans une manifestation qui résiste que dans une foule qui a peur et qui veut fuir. Et je me souviens de ce mot d'un interne de l'hôpital Saint Antoine me voyant arriver la tête en sang : « C'est bien fait pour lui. Qu'allait-il faire là-dedans ? »

Ce que nous allions y faire ? Nous le savions mieux que lui, pauvre perroquet des discours de sa classe, isolé au sein même de sa génération, à un moment où toute la jeunesse, ouvrière et même bourgeoise, pressentit qu'il fallait prendre parti contre le racisme,

³ Secrétaire de la Fédération du PCF du Val-de-Marne.

⁴ Maire communiste de Vitry, dont les services avaient enfoncé à l'aide d'un bulldozer de travaux publics l'entrée d'un foyer de travailleurs maliens implanté contre l'avis de la municipalité.

⁵ Maire communiste de Montigny-lès-Cormeilles (Val-d'Oise). Dans le cadre de la campagne du PCF contre la drogue, il avait dénoncé publiquement de jeunes Marocains habitant une cité de sa ville comme « dealers ».

l'impérialisme et la guerre. Quelques semaines. plus tard, ouvriers, employés, étudiants, enseignants, nous étions 800 000 ou un million dans la rue pour enterrer les huit morts de Charonne - dont sept communistes - et imposer le coup d'arrêt. Qui prétendra que ces huit-là et ce million-là n'ont pas pesé de tout leur poids dans la décision du pouvoir d'abandonner le double jeu et de reconnaître au FLN algérien sa vocation à gouverner son pays ?

Je ne rappelle pas ces expériences pour cultiver le romantisme des souvenirs de jeunesse mais pour donner ses repères à la réflexion. Je pense qu'ils sont nécessaires, aujourd'hui que, pour tant d'hommes et de femmes de ce pays et d'ailleurs, le Parti communiste français risque de ressembler plutôt à l'image d'un bulldozer déversant son tas de terre devant les portes d'un foyer de banlieue où s'étaient trouvés rabattus une centaine d'ouvriers maliens, indésirables de partout. A la question que tous ont dans la tête, et sur les lèvres : « Comment le Parti en est-il arrivé là ? », je défie qu'on puisse apporter une réponse simple, en blanc ou noir. Pour les uns, c'est le « fascisme rouge » de toujours qui, enfin, montrerait à nu sa vérité. Pour les autres, et d'abord dans ses rangs, c'est l'inattendu, la stupéfaction d'un revirement brutal par rapport à ce qu'ils ont toujours cru : le Parti « change de nature »... Ne parlons pas de ceux qui n'y verraient qu'un épisode, résultat plus ou moins explicable des surenchères préélectorales, dans ces temps difficiles que nous traversons. Mais si l'on veut comprendre, si l'on veut agir pendant qu'il en est temps, il ne suffit pas d'une formule, Et ce n'est pas seulement d'aujourd'hui qu'il faut parler, pas seulement des immigrés et des banlieues rouges, ni des jeunes et de la drogue. Mais c'est de l'anticolonialisme du Parti et de la forme qu'il prit dans un passé récent, aujourd'hui refoulé et recouvert de mythes.

Le Parti communiste français s'est toujours référé - aujourd'hui plus que jamais - aux morts du métro Charonne, ainsi qu'au martyr d'Audin et d'Alleg ou au sacrifice d'Iveton et de Maillot, pour témoigner de son engagement anticolonialiste. Je veux dire ici pourquoi cette référence, à laquelle les militants de ma génération avaient tant de bonnes raisons d'être attachés, m'a toujours profondément gêné. J'y vois une longue équivoque dont nous payons aujourd'hui les conséquences.

Et d'abord, ces dernières années, elle a surtout été invoquée pour faire ressortir, par contraste, la tache dont sont marqués le Parti socialiste et ses dirigeants. Les faits historiques sont là, en effet. C'est bien Mitterrand qui, ministre de l'Intérieur en 1954, a dit : « L'Algérie, c'est la France. La seule négociation, c'est la guerre ». Et c'est le gouvernement socialiste (nanti des « pouvoirs spéciaux », votés également par les députés communistes) qui a lancé le contingent dans la « sale guerre », que de Gaulle allait continuer après le putsch d'Alger. Mais, premièrement, quelle est donc cette vision manichéenne de l'histoire, qui voudrait que le péché des uns témoigne indéfiniment pour la grâce et la vertu des autres ? En quoi d'ailleurs notre juste politique d'alors est-elle une garantie de celle d'aujourd'hui ? Et surtout : comment la détestable politique des socialistes peut-elle effacer et soustraire à toute analyse ce qu'ont été les incertitudes et les insuffisances de la nôtre ? Il n'est pas question de contester qu'en ces années 1958-1962, sans la CGT, sans le parti communiste, jamais l'opposition à la guerre coloniale n'aurait débouché sur la mobilisation de masse, seule historiquement efficace. Nous qui entrions alors au Parti en étions parfaitement conscients, comme nous savions que ce rôle d'organisation et de rassemblement n'était pas dû au hasard. Et la théorie marxiste, même figée en quelques formules, et l'implantation organique dans la classe ouvrière en étaient les facteurs décisifs. Notre analyse d'alors reste correcte : les faits l'ont confirmée. Pour autant nous ne nous forgions pas une image idéale de cette organisation. Ayant eu, peut-être, la chance de venir au Parti déjà tard dans son histoire, passées les épreuves du Front populaire, de la Libération, de la guerre froide et les premiers ébranlements du « socialisme réel », nous pouvions faire ce choix sans nous représenter le Parti et ses dirigeants comme infailibles. Nous voyions les limites et les contradictions de son anticolonialisme, tout particulièrement à propos de l'Algérie (que Thorez avait appelée naguère une « nation en formation », contestant par là aussi bien qu'elle fût mûre pour l'indépendance et qu'elle appartînt vraiment au monde arabe - et cette erreur n'en finissait pas de nuire). Mais nous choisissions l'aspect principal, confiants que la lutte des classes et la lutte des peuples poussaient irrésistiblement dans ce sens ...

Mais revenons encore à Charonne. Je tiens pour très révélatrice l'attitude du Parti qui, aujourd'hui comme hier, glorifie les camarades tombés ce jour-là mais ne rappelle jamais ce qui était à l'origine de la manifestation. On n'entend plus parler que d'un combat anticolonialiste abstrait et mythique. Nous sommes nombreux pourtant à pouvoir en témoigner d'une mémoire lucide : s'il y eut le 8 février 1962, et avant lui le 19 décembre 1961, ces manifestations unitaires où furent enfin mis de côté les divisions et les sectarismes de tous, c'est seulement parce qu'il y avait eu auparavant le terrible 17 octobre 1961, dont le Parti ne parle jamais, ni personne d'autre d'ailleurs.

Ce jour-là, en effet, des milliers d'Algériens, hommes, femmes, enfants même, sans armes, ignorant le couvre-feu qu'on leur imposait, avaient quitté les bidonvilles de Nanterre et d'Aubervilliers. Après la journée de travail, au lieu de retourner se terrer dans leurs ghettos - de vrais ghettos, ceux-là ! -, ils répondaient à l'appel du FLN et « descendaient » dans Paris pour clamer leur volonté de libération. Eux aussi, les Brigades spéciales les y attendaient. Mais c'est par centaines (le compte exact n'en a jamais été fait) que le lendemain on devait repêcher leurs cadavres dans la Seine, depuis Saint-Cloud jusqu'à Mantes ... Oui, il faut nous en souvenir enfin, sans le sacrifice de ces travailleurs algériens tragiquement seuls, sans le choc qu'il produisit dans l'opinion publique, la classe ouvrière française et ses organisations ne se seraient pas ébranlées. Qu'attend donc la direction du Parti pour associer enfin les travailleurs algériens immigrés du 17 octobre et les travailleurs français du 8 février dans une même commémoration ? Qu'attend-elle pour demander à l'une de ces municipalités de la banlieue ouvrière qui nous font confiance, et qui « hébergent » tant des frères et des fils de ceux qui nous montrèrent l'exemple, l'érection d'un monument aux victimes du 17 octobre 1961 ?

Ayant longuement réfléchi à ce que signifiaient ces faits historiques, j'ai acquis la conviction qu'ils éclairent de façon décisive des pans entiers de notre histoire nationale et du rôle qu'y joue le parti communiste. Aucun des deux aspects ne doit occulter l'autre : ni le fait que finalement la lutte de libération et la lutte de classe nationale convergèrent contre leur adversaire

commun, ni le fait que cette convergence intervint si tard et si incomplètement. Car les Algériens allèrent seuls au casse-pipe, et quand nous descendîmes à notre tour dans la rue, si surprenant que cela paraisse, ils n'étaient toujours pas associés à l'organisation de la manifestation ! Celle-ci fut principalement une manifestation contre le fascisme et pour la paix, pour en finir avec une guerre que la masse des Français ne voulait plus faire, mais secondairement seulement pour l'indépendance, parce que celle-ci était la condition de celle-là. A fortiori ne fut-elle pas complètement la manifestation d'un internationalisme de classe, bien qu'il y ait été présent et actif. C'est en quoi elle est bien représentative des limites et des contradictions que j'évoquais plus haut.

Je n'entends pas ici, face à une histoire apologétique, tenter un procès rétrospectif. Je n'en ai ni les moyens ni surtout le désir. Ce dont nous avons besoin pour éclairer le présent, c'est d'explications et de connaissances objectives. D'où viennent les hésitations de l'anticolonialisme du PCF, qui s'était pourtant mobilisé, en prenant tous les risques, contre le Rif et l'Indochine ? Sans doute faut-il évoquer d'abord, à l'encontre des mythes de la « conscience de classe » spontanée, les effets persistants de l'appartenance à une nation impérialiste, dont les bénéfices coloniaux (et néocoloniaux) laissent quelques « miettes » aux travailleurs et par conséquent à leurs organisations. Sans doute faut-il évoquer l'implantation du Parti en Algérie même, dans une population européenne qui pouvait encore moins échapper aux illusions et aux alibis de la « mission civilisatrice » de la France ... Surtout, il faut évoquer le nationalisme du PCF, cet étonnant concentré de contradictions où se mêlent l'héritage du rôle patriotique de la classe ouvrière dans la Résistance antifasciste et le pire des chauvinismes de « grande puissance » (ou de moyenne puissance), cimentés par l'influence et le mimétisme du nationalisme soviétique.

Il est en effet assez clair, aujourd'hui, qu'il n'y a pas d'incompatibilité - bien au contraire - entre un tel nationalisme et la forme dégradée d'internationalisme où nous avait conduits, dans un contexte d'affrontements sans pitié, la « défense inconditionnelle » de l'État soviétique, dont les révolutionnaires du monde entier attendaient le soutien indispensable, sinon le salut. L'un se nourrit,

et se masque, de l'autre. Or les Algériens se battaient sous une autre idéologique la nôtre (à la différence des Vietnamiens). Leur Mecque n'était pas celle du communisme. Pour trouver avec eux les voies de l'action commune, outre les difficultés objectives, il fallait au Parti à la fois surmonter le nationalisme en son sein et relativiser sa vision des « camps » dans le monde. C'était beaucoup, apparemment.

Nous le savons maintenant, ceux de nos dirigeants (tels Waldeck Rochet ou Casanova) qui tentèrent d'arracher le Parti à l'attentisme pour lui faire jouer un rôle plus décidé dans le soutien à la lutte de libération nationale du peuple algérien conduite par le FLN furent aussi en partie ceux qui virent juste dans la signification du gaullisme, et qui furent alors - après d'autres - accusés par Thorez et Duclos de « nationalisme bourgeois ». Le fait est qu'après avoir fait voter les pouvoirs spéciaux à Guy Mollet (dont elle attendait peut-être une solution miraculeuse du problème : cela fait partie des fameuses « erreurs de 56 », récemment évoquées en formules sibyllines), après avoir stoppé, « pour ne pas nous couper des masses », le mouvement des appelés, où de jeunes communistes jouaient un rôle actif, la direction du Parti mit des années à prendre une position claire. De crainte d'être trop en avant, elle se retrouvait régulièrement en retard. Alleg et Audin étaient communistes. Mais ce n'était pas le Parti qui publiait *La Question d'Alger*. Ce n'était pas lui qui créait le Comité Audin mais un groupe de chrétiens de gauche, de trotskistes, et quelques militants socialistes et communistes « contestataires » avant la lettre. C'était l'UNEF, dirigée par les mêmes militants « droitiers » et « gauchistes », qui était le premier syndicat à rencontrer une organisation syndicale algérienne. C'étaient des militants ouvriers de la CFTC (ceux, précisément, qui allaient former la CFDT) qui, bien souvent, montraient la voie à la CGT.

Du jour où, suivant-précédant le Parti, les masses ouvrières entraient dans la lutte, les querelles de priorité devenaient dérisoires. Elles le sont toujours, rétrospectivement. Mais ce qui reste, c'est que le Parti n'a aucun titre à se prévaloir d'un monopole de l'anticolonialisme. Et surtout, dans ces hésitations explicables sinon justifiables, une occasion historique peut-être fragile, mais réelle, a été manquée, dont les conséquences auraient changé

beaucoup de choses. L'occasion a été manquée de forger entre les travailleurs français et les travailleurs immigrés une unité organique dans les luttes. Pour les uns et pour les autres, l'internationalisme est resté, sauf exceptions, un calcul d'intérêts convergents, non une pratique commune dans laquelle on apprend peu à peu à se connaître, à surmonter les contradictions, à envisager un même avenir. Qui peut dire aujourd'hui ce qu'une telle unité aurait changé dans l'histoire de l'Algérie indépendante, pour son bénéfice et pour le nôtre ? Il y avait - il y a toujours - en France plus d'un demi-million de prolétaires algériens, au contact quotidien du monde de la grande industrie et des traditions héritées d'Octobre 17 et de 36. Ils avaient fourni à la lutte patriotique une bonne part de ses meilleurs militants et cadres. Leur influence pouvait être décisive dans la construction du socialisme algérien - donc, à terme, dans la lutte pour un « nouvel ordre international », différent de celui que nous prépare le capitalisme multinational, face aux intérêts de la technocratie militaire et d'une « bourgeoisie nationale » prompte à détourner à son profit exclusif l'héroïsme de son peuple... comme toutes les bourgeoisies ! Aujourd'hui l'Algérie est certes un pays dont le rôle dans le monde est plus progressiste que d'autres. C'est aussi un pays où les travailleurs sont privés de toute possibilité d'organisation syndicale et politique autonome, donc de toute possibilité révolutionnaire immédiate.

Qui peut dire surtout ce qu'une telle unité aurait changé dans l'histoire des luttes de classes en France même, au moment où s'engageait la grande mutation du prolétariat, qui faisait passer au premier plan ces « grèves d'O.S. » dans lesquelles importait au premier chef la mobilisation des immigrés ? Sortant de la guerre et d'Algérie comme le parti de toute la classe ouvrière, est-ce que le PCF ne serait pas apparu aussi aux travailleurs portugais, antillais, africains ou turcs comme leur organisation « naturelle » ? Est-ce qu'il n'aurait pas alors, de 68 aux années du « Programme commun », pesé d'un tout autre poids dans l'établissement du rapport de forces dont la gauche avait besoin pour aller au pouvoir avec confiance ? Pour n'être évidemment pas le seul, ce facteur ne saurait être ignoré, au chapitre des causes d'un échec historique - celui de mars 1978 - dont nous n'avons pas encore fait appel.

Mais d'autres occasions ont été manquées, non moins précieuses, en ce début des années soixante, décidément si proches de notre actualité. Celle, pour le PCF, de devenir un grand pôle d'attraction pour la jeunesse française. Aujourd'hui, nous sommes au plus bas, à cet égard, si l'on veut bien ne pas confondre hégémonie d'une conception du monde révolutionnaire, en profondeur, et embrigadement d'un maigre quarteron autour de fétiches et de rituels sécu-risants. Ce ne sont pas le pitoyable « Chiffon rouge » ni le culte stupéfiant de la personnalité de « Georges » qui nous feront surmonter le phénomène de rejet dont nous sommes l'objet - même et surtout chez les jeunes ouvriers. Mais ce ne sera pas non plus la campagne anti-drogue, puisqu'elle choisit ses cibles hors de toute analyse du problème réel, à coups d'amalgame et de dénonciation policière, fourrant dans le même sac responsables et victimes, prenant celles-ci en otages dans la concurrence entre organisations politiques - et je ne reviens pas ici sur ce qui a été dit, fort bien, de l'alcoolisme par les docteurs Milliez, Minkowski et leurs confrères, qu'on aura du mal à faire passer pour des marionnettes du pouvoir. Qu'ils repoussent les drogues de la violence et du désespoir ou qu'ils soient tentés par elles dans une société elle-même malade, nos recettes et nos mots d'ordre, nos méthodes d'organisation, quand ce n'est pas de provocation, paraissent à ces jeunes venir d'une autre planète ! En vérité - pour ne citer qu'un récent exemple, aussi révélateur qu'une manifestation « de masse » -, ce n'est pas sans consternation que nous voyons L'Humanité, sous la plume autorisée d'André Wurmser, faire la leçon à un Roger Ikor, à qui la mort de son fils arrache un cri d'indignation et de désespoir, en lui donnant en exemple ces Jeunesses communistes - dont nous avons été - mobilisées pour la Santé, l'Ordre et le Travail, et qu'on voudrait nous faire croire étrangères à tout le désarroi de leur génération... Ces jeunesses-là sont d'un autre âge. Sous prétexte de les arracher au gouffre de la drogue (pour combien de temps, par ces méthodes ? Mais est-ce bien l'objectif de l'opération ?), dans quelle impasse prend-on la responsabilité de les engager ? Et qui d'entre nous voudrait y voir entrer ses enfants, échangeant le paternalisme familial contre un autre plus oppressif et plus pervers encore ?

Reconnaissons-le, c'est un singulier fait de société que cette « jeunesse », sur laquelle notre langage n'a plus aujourd'hui de prise. Les clivages de classe n'en sont pas absents, bien au contraire. Tout enseignant ou éducateur les voit aujourd'hui, devant lui, se creuser à vue d'œil. Mais de ces inégalités criantes devant le travail, la culture et les loisirs à la « conscience de classe » il y a une distance immense. Elle peut laisser place aux oscillations les plus brutales et les plus irrationnelles en apparence, d'un extrême à l'autre de nos classifications politiques, réunissant alors pour le meilleur ou pour le pire jeunes ouvriers et jeunes bourgeois intellectuels dans une même poussée de masse : témoin Mai 68, mais aussi le fascisme d'antan. Ce milieu accentue les tendances idéologiques ascendantes dans la conjoncture. Mais il a aussi la surprenante propriété de reproduire sa mémoire, de génération en génération, par-delà le renouvellement des individus. Or la jeunesse des années soixante, celle qui fera Mai 68, avait trouvé dans l'anticolonialisme et l'anti-impérialisme les raisons de son engagement politique : d'abord à propos de l'Algérie et de l'Amérique latine, ensuite à propos du Vietnam. Force est de constater que, dans les deux cas, elle fut profondément déçue par le PCF, toujours systématiquement en retard d'un mot d'ordre et d'une révolution, même si beaucoup de militants étudiants et de jeunes ouvriers le rejoignirent alors pour plus ou moins longtemps, lui apportant leur enthousiasme et leurs aspirations. Du Front universitaire antifasciste aux comités Vietnam, de ceux-ci à la révolte idéologique de la jeunesse scolarisée en 68 et à ses tentatives pour rejoindre sur le tas, après lui avoir fourni l'étincelle initiale, la plus grande grève ouvrière de notre histoire (tentatives certes contradictoires, aléatoires, mais où la direction du Parti choisit de ne voir que l'influence dangereuse d'un « anarchiste allemand », des « gauchos » et autres « gauchards »...), c'est toute une navrante histoire qu'il faudrait retracer sans complaisance pour personne. Je ne veux pas en préjuger, mais je tiens pour très probable que les effets destructeurs du nationalisme, et d'un anti-impérialisme trop souvent plus verbal que conséquent, s'y liraient à chaque pas. Ici encore, il ne s'agit que d'un facteur parmi d'autres, mais qui pesa lourd son poids de démoralisation, de « ras-le-bol idéologique » et d'anéantissement des idéaux

révolutionnaires de la jeunesse lorsque, dans le monde, les luttes de libération commencèrent à refluer et lorsqu'il devint évident que les pays du « camp socialiste » au bilan « globalement positif », toujours donnés en exemple, avaient été pris à leur tour dans l'infamale logique de l'impérialisme qu'ils combattaient.

Et, pour finir, c'est dès cette époque que l'occasion a été manquée par le Parti - comme elle le serait de nouveau en 1968 et en 1976 - de se transformer et de se rénover lui-même pour devenir « le parti révolutionnaire de notre temps ». Il serait trop long d'en reprendre ici l'analyse. Louis Althusser, parmi d'autres, l'a engagée naguère, montrant et dénonçant « ce qui ne peut plus durer » - mais qui dure toujours - dans le PCF, en des textes qui sont encore dans toutes les mémoires et qui lui valurent un flot d'injures et de calomnies. Il y a deux ans, appelant nos camarades à « ouvrir la fenêtre » - plus verrouillée que jamais -, nous sommes quelques-uns à avoir tenté de la poursuivre, au plus près de l'expérience militante des communistes. Je dirai simplement une fois de plus que, le Parti n'étant pas un empire dans un autre empire, c'est-à-dire un lieu clos dans la société française, miraculeusement préservé par sa nature ou son histoire des évolutions et des crises qui la traversent, il ne faut pas s'étonner de le découvrir soudain pénétré par les pires tentations et les résurgences du moralisme et du racisme qui l'assiègent elle-même. La crise sans précédent du Parti, dont ces dernières semaines ont révélé de nouveaux développements, ne peut sérieusement être considérée comme un phénomène isolé. Elle reflète, à sa façon, la crise même de la société française, qui fait à son tour partie d'une crise mondiale lourde de menaces. Contrairement à des slogans volontaristes et abstraits que la direction répète complaisamment, il n'y a pas de cloison étanche entre ce qui nous entoure et les dérives qui nous entraînent. Mais les forces théoriques et les énergies humaines que le Parti pourrait leur opposer ne cessent de faiblir en son sein. Elles ont été systématiquement découragées, voire pourchassées.

Et l'on aboutit à ces « bavures » de Vitry, de Montigny-lès-Cormeilles et d'ailleurs, dont chacun voit bien qu'elles ne sont ni isolées ni le fait du hasard, puisque, aussi bien, la direction du Parti les couvre et les revendique comme symboles de sa politique,

si même elle ne les planifie pas en fonction d'un calcul électoral d'une effroyable inconscience. Ce que l'on escompte ainsi, manifestement, c'est de détourner au profit du Parti, dans la phase difficile qu'il traverse, ce courant de peur, d'autodéfense et de repli sur le « chacun pour soi » des avantages acquis que nous sentons monter autour de nous, jusque chez nos voisins, nos amis ou nos collègues, et que la loi « Sécurité et Liberté » a pour fin déclarée de ranger derrière le gouvernement. C'est sur ce terrain désormais que risque de s'exercer la concurrence des appareils politiques. C'est cette démission, cet abandon au racisme et au populisme, ce peyrefittisme du pauvre que manifestent soudain au grand jour les opérations bulldozer, les « quotas » administratifs destinés à imposer le « seuil de tolérance » là où nous en avons le pouvoir, et le risque pris sans hésiter d'assimiler dans l'opinion tout Maghrébin à un trafiquant de drogue en puissance ! Déjà le Parti a repris à Stoleru - en lui offrant du même coup, ce qui est vraiment un comble, le beau rôle de « défenseur des immigrés » - son langage et son mot d'ordre d'arrêt immédiat de l'immigration, sans spécifier aucune condition qui permette l'intervention et l'expression des immigrés eux-mêmes, alors qu'on sait bien que ce mot d'ordre sert en pratique à justifier toutes les expulsions arbitraires. Combien de temps faudra-t-il au Parti, dans ces conditions, pour passer à l'étape suivante : « Qu'ils rentrent chez eux, ils nous prennent notre travail » ? Ici et là, écoutez la rumeur, c'est la conséquence qu'on en tire déjà. Quitte à utiliser au besoin comme alibi, et pour calmer l'émotion suscitée dans les rangs mêmes du Parti, le combat exemplaire d'un Moussa Konaté ou les secours collectés pour les sinistrés d'El-Asnam. La gangrène pénètre, lentement mais sûrement. Une fois qu'elle a mordu, si rien ni personne ne l'arrête, nul ne sait où elle s'arrêtera mais on peut savoir à coup sûr à qui elle profitera : s'il s'agit de mobiliser les nostalgiques de « la France aux Français », d'autres sont mieux armés et plus crédibles que les communistes. Leurs affiches s'étaient déjà sur les murs.

Ils ne sont que trop réels, en effet, les problèmes de coexistence entre communautés ethniques et entre générations, les problèmes d'habitat, de Sécurité sociale, d'équipements culturels et sportifs auxquels tentent de faire face les municipalités de la banlieue

ouvrière. Les censeurs complaisants du parti communiste, pour la plupart, en font très bon marché, par inconscience ou par impudence. Ces problèmes, la crise les aggrave, la politique du pouvoir les utilise délibérément pour enfoncer davantage encore le coin de la division entre travailleurs, entre organisations populaires. Raison de plus pour se refuser à suivre la ligne de plus grande pente. Raison de plus pour faire prévaloir l'action collective quotidienne, et politique au sens fort du terme. Non pas celle des « coups de poing », celle du spectacle et de la provocation. Mais celle qui organise les intéressés eux-mêmes, qui les arrache à leur isolement et à leur peur, celle qui prolonge les patients efforts de solidarité de militants, d'éducateurs et de travailleurs sociaux qui n'ont pas attendu une conjoncture électorale pour se battre. Une politique qui favorise, et développe, les formes de mobilisation autonomes des immigrés, surgies de leur exploitation, de leur concentration, de leurs traditions communautaires maintenues envers et contre tout.

Cela pose, on l'a assez dit, le problème de l'« action de masse ». Il faut bien voir, à cet égard, que hors des bases que lui procurent d'une part son implantation municipale, d'autre part son influence dirigeante dans les syndicats, et notamment la CGT, la force politique du Parti est quasi nulle. L'une et l'autre sont d'incontestables acquis de la lutte de classe, d'indispensables moyens de défense et de combat dans une conjoncture de crise dont les travailleurs font tous les frais, alors que jour après jour progressent le chômage et une misère qui n'a rien de spécialement « moderne », sans rencontrer jusqu'à présent de résistance collective suffisante, unitaire, ouvrant des perspectives politiques. Mais voici que la CGT, qui avait pourtant parlé de « regrettables incidents », au lieu de dénoncer le danger, délègue un membre de son bureau confédéral à la honteuse manifestation de Vitry, organisée par la direction du Parti pour soutenir inconditionnellement l'initiative du maire et du secrétaire fédéral. Un syndicat « de classe et de masse » peut-il ne pas se poser la question des contradictions, qui risquent ainsi de s'aggraver, entre son action dans les entreprises (par exemple lorsqu'il s'agit d'unir tous les travailleurs, français ou immigrés, du manoeuvre à l'ingénieur, contre une liquidation

décidée dans le cadre de la « restructuration industrielle ») et les antagonismes qu'il contribue à creuser sur les lieux d'habitation ? N'est-ce pas précisément en résistant à la scission de l'homme au travail et de l'homme « concret » de la vie quotidienne que l'unité de classe cesse d'être une abstraction théorique ? Et n'est-ce pas là précisément la menace mortelle, donc le défi pratique lancé par la crise au mouvement ouvrier ? Et voici que les municipalités communistes, ou plutôt certaines d'entre elles, qui appréhendent de payer aux élections de 1983 la note de la rupture de l'Union de la gauche, sont de plus en plus tentées de rechercher une nouvelle base électorale, en exploitant les craintes et les préjugés qu'elles ne croient plus pouvoir combattre. Par quel malencontreux « hasard » faut-il que cette tentation coïncide avec un juste combat pour l'exercice du droit de vote populaire (et l'inscription sur les listes électorales) et vienne le détourner de son sens - alors qu'il venait de contraindre le président de la République ou son gouvernement à démasquer le peu de cas qu'ils font eux-mêmes des principes constitutionnels dont ils se réclament ? Quel gâchis des efforts des militants, une fois de plus pris à revers par leurs propres dirigeants !

Combien sont-ils, aujourd'hui, dans les rangs du PCF, les communistes de Charonne, ceux qui partagèrent le combat et la conviction des morts du 8 février 1962, ou qui en héritèrent l'esprit, ceux qui peuvent comparer les données de notre engagement et nos perspectives d'alors avec celles d'aujourd'hui, pour en tirer les leçons qui s'imposent ? De moins en moins nombreux sans doute, puisque la règle de vie d'un parti sans mémoire critique, où seuls des dirigeants cooptés entre eux ont la parole, est aujourd'hui le « roulement » accéléré des effectifs. Ceux sans qui, dans les passes difficiles, le Parti n'aurait eu ni audience de masse ni capacité d'organisation des luttes, on s'en débarrasse sans regret ni scrupule, soit qu'ils abandonnent d'eux-mêmes, soit que, titulaires d'une carte symbolique ne donnant plus aucun droit sauf celui de payer ses timbres, ils restent chez eux dans l'attente improbable d'un sursaut ; soit encore qu'on les exclue d'hypocrite manière, puisque critiquer une ligne dont on n'a jamais pu contrôler ni l'élaboration ni l'exécution s'appelle aujourd'hui « se mettre soi-même en dehors du Parti » (cherche qui pourra l'article correspondant des statuts).

De moins en moins nombreux, mais certainement loin d'être réduits à zéro. A preuve, parmi d'autres ces jours-ci, la façon dont nos camarades de Rennes viennent de contraindre collectivement un secrétaire fédéral trop zélé à battre en retraite dans l'affaire du centre culturel islamique. De tels militants, nous en connaissons tous. Or ils ont une tâche à remplir, d'accord avec tous nos camarades plus jeunes ou plus anciens pour qui la contradiction entre les principes, les objectifs proclamés et les pratiques effectives a dépassé les limites de l'insupportable, et qui refusent dans toute la mesure du possible la solution individuelle du départ ou du silence.

Une grande crise sociale, comme celle dans laquelle nous sommes entrés depuis quelques années déjà, aboutit toujours à une transformation de toutes les classes sociales : des conditions de vie, des conditions de travail, des idéologies et « mentalités », des organisations représentatives. Quoi qu'il puisse projeter pour y échapper, le parti communiste n'en sortira pas indemne. Face à une classe ouvrière de moins en moins semblable aux stéréotypes du marxisme dogmatique, les monopoles politico-idéologiques autoproclamés achèveront de voler en éclats. Et c'est tant mieux. Mais ce n'est pas pour autant que les travailleurs pourront se passer des organisations existantes. Pris collectivement, ils n'ont pas de libre choix idéal. Contraints, s'ils veulent se défendre, d'imposer eux-mêmes une issue progressiste à la crise, ils ne peuvent pratiquer la politique du pire ni celle de la table rase. Dès lors, pour une part importante, la classe et le Parti évolueront ensemble. Mais dans quel sens ? Il n'y a pas de fatalité. Il n'y a que des conditions matérielles plus ou moins défavorables. Il dépend de nous, communistes, d'enrayer la double spirale qui conduit, d'un côté, une fraction de la classe ouvrière et de la petite bourgeoisie vers une idéologie défensive, corporatiste, xénophobe et d'ordre moral, cependant que, de l'autre, le Parti (et avec lui la CGT - à moins que cette évolution, qui lui a déjà fait perdre des centaines de milliers d'adhérents, ne conduise à son éclatement) fournirait à cette régression historique la couverture d'une phraséologie « révolutionnaire ».

Je pose ici publiquement la question à mes camarades de parti, militants et responsables : vont-ils croire à la fatalité, se

laisser glisser sur la pente ? Est-il impossible de tirer les leçons du passé que je viens d'évoquer à grands traits, pour engager une autre politique, dont les bases de classe existent toujours, même s'il faut pour cela en passer par d'amères révisions et par de dures épreuves, s'il faut à l'exemple d'autres fois ramer à contre-courant ? N'y a-t-il vraiment, dans les entreprises et dans les quartiers d'HLM, d'autre alternative que la passivité ou l'alignement sur l'idéologie et les méthodes des classes dominantes ? Faut-il que, dans nos rangs, l'emportent sans débat ni combat la ligne et les pratiques des communistes de Vitry et de leurs émules à tous les échelons du Parti, qui depuis des années ont institutionnalisé le double langage et monopolisé le pouvoir par des méthodes fractionnelles à peine déguisées ? Nous le saurons, peut-être, avant longtemps.



APRÈS LES INCIDENTS DE VITRY: LE RÉFORMISME RACISTE ET ANTI-OUVRIER⁶

Après le transfert de 300 travailleurs maliens de Saint-Maur à un foyer de Vitry, un commando PCF n'a pas trouvé mieux pour « défendre ces travailleurs » contre la barbarie des quotas, du parcage et des ghettos que de rendre le foyer inhabitable à coups de bulldozers. Tout le monde — mairies de Saint-Maur et de Vitry, gouvernement et PC — se renvoie hypocritement la balle pour s'accuser de racisme. Mais le racisme n'est-il pas le produit inévitable d'un système social que toutes ces forces défendent collectivement ?

Quoi qu'on en dise, le gouvernement et le PC ne sont pas seuls à se prononcer pour le contrôle de l'immigration aux frontières, pour des quotas de répartition des immigrés dans les régions, les départements ou les professions en fonction du taux de chômage, pour le respect de « seuils de tolérance », dans les quartiers, les communes et les écoles elles-mêmes. Tout le monde défend cette politique : le PS comme le PC, la CFDT comme la CGT, la LICRA comme le MRAP.

Mais qu'est-ce donc qui pousse les travailleurs maghrébins ou africains à venir en France, sinon le mécanisme capitaliste qui concentre les industries dans la métropole en vidant en même temps les campagnes africaines ? Qu'est-ce qui pousse les prolétaires à habiter Belleville plutôt que le 7^e à Paris, Vénissieux plutôt que

⁶ Article paru dans Le Prolétaire < https://www.pcint.org/40_pdf/03_LP-pdf/301-400/lp-327-w.pdf >, n° 327, 9 au 23 janvier 1981, p. 1-2 et trouver ici : < <https://sinedjib.com/index.php/2020/08/15/vitry-reformisme-raciste/> >

le 2e à Lyon, Vitry plutôt que Neuilly, sinon les lois mêmes de la rente foncière et du profit complétées par les besoins de l' « ordre public », qui chassent les travailleurs clans des banlieues d'autant plus éloignées qu'ils sont plus démunis, après les avoir parqués momentanément dans les quartiers insalubres et abandonnés du centre des villes.

Devant ces mouvements produits inévitablement par le mécanisme social, il y a deux attitudes possibles. Ou bien on prend appui sur leurs effets objectivement subversifs, en particulier la fusion des nationalités, pour rassembler les forces de la classe ouvrière et lutter réellement contre les conséquences catastrophiques du capitalisme et s'organiser en vue de la lutte révolutionnaire pour sa destruction. Ou bien on s'inquiète de la misère sociale, non tant pour la soulager que pour protéger l'ordre établi de ses effets subversifs, et on la double alors inévitablement d'une oppression insupportable : c'est le fond de la politique de « contrôle de l'immigration » et de la prétendue « répartition équitable des immigrés », qui ajoute à la misère des travailleurs une oppression bureaucratique et policière. Cette oppression s'effectue selon une ligne de démarcation nationale et raciale qui met une partie de la classe clans une situation politique, sociale et économique inférieure, nourrit l'esprit de supériorité nationale et raciale, bref, appelle le racisme et paralyse les réactions de la classe en divisant ses rangs.

Les partis de gauche soi-disant « ouvriers » et les bureaucrates syndicaux font mine de dénoncer le gouvernement quand il rend les immigrés responsables du chômage. Mais, comme ils se gardent bien de mener des luttes radicales pour la diminution du temps de travail ou contre les licenciements et de rattacher cette lutte à la révolution prolétarienne internationale, ils n'ont d'autre perspective que de lier strictement, aussi bien dans leurs plateformes revendicatives et leurs programmes politiques que dans leurs projets de loi au parlement, les flux de main-d'œuvre à la situation de l'emploi.

Ces larbins de la bourgeoisie se gardent bien d'appeler l'ensemble de la population ouvrière à lutter pour assurer des ressources décentes aux chômeurs, aux vieux, etc. Incapables de

voir plus loin que l'horizon borné de la caisse des fonds municipaux dont ils ont la gestion, ils veulent faire croire aux travailleurs français que s'ils manquent d'« aide sociale », cela provient du fait qu'elle est accaparée par les étrangers, qui sont trop misérables, ont trop d'enfants, etc., bref, sont, comme on le voit, responsables de crimes odieux !

La classe ouvrière est nécessairement mal logée parce que le capitalisme ne peut prévoir les mouvements anarchiques de main-d'œuvre, et que les mécanismes du profit et de la rente foncière font qu'il construit des logements minables pour des salaires bas tandis que de nombreux appartements trop chers restent inaccessibles aux travailleurs. Mais les partis soi-disant « ouvriers » se gardent bien de mener des luttes pour de meilleurs salaires, de lutter pour la baisse radicale des loyers et de démontrer que la réquisition de logements et la nationalisation du sol par un pouvoir prolétarien soulageraient immédiatement les masses exploitées. Enfoncés dans la gestion douillette de « leurs » sociétés HLM et assoupis dans la corruption du clientélisme, ils ont proposé tout un système d'« Aide Personnalisée au Logement » qui permet de faire rentrer les loyers du capitalisme tout en divisant à l'infini les travailleurs. Ils expliquent aux prolétaires français que les logements seraient plus accessibles s'il y avait moins d'étrangers dans leurs communes, les charges moins lourdes s'il y avait moins de miséreux (entendez : moins d'étrangers !), la vie plus facile non pas si les cloisons étaient plus épaisses et les bâtiments mieux entretenus, mais si tout le monde avait les mêmes mœurs, bref, s'il y avait moins de Maghrébins et moins d'Antillais !

Les enfants des prolétaires n'apprennent plus rien à l'école et en reviennent fatigués. Mais pour les bureaucrates ouvriers et les petits-bourgeois « de gauche », il est bien plus facile de demander de limiter le nombre d'étrangers dans les écoles – nombre qui a pourtant l'immense avantage de permettre aux enfants de toutes les nationalités d'apprendre à vivre ensemble – que de lutter pour le dédoublement systématique des classes et la réduction d'horaires qui n'ont d'autre but que d'abrutir les enfants ; sans parler du besoin d'en finir avec la séparation mutilante entre l'école et la production et avec l'encasernement de la jeunesse.

Et comme ces cités-ghettos où le capitalisme enferme les couches les plus misérables de la population ouvrière, sans moyens de transport, sans centres de détente, de sport ou de réunion, sans autre spectacle que l'étalage de la misère, nourrissent nécessairement le chapardage, le vol et la prostitution pour survivre, ainsi que le vandalisme contre les symboles et la révolte contre les agents de la société bourgeoise, il n'y a plus qu'à en appeler à la « prévention » d'une armée de curés et de psychologues, d'« animateurs » et d'assistantes sociales, et de plus en plus directement à l'intimidation et à la répression policières !

Au lieu de voir dans cette concentration de la misère à un pôle de la société une potentialité révolutionnaire qui peut aider la classe ouvrière entière à contrer la pression du capitalisme et à ouvrir la voie de son émancipation, les partis soi-disant « ouvriers » en appellent au sentiment peureux et protectionniste des couches aristocratiques pour défendre des miettes qui ont été concédées dans le but d'amortir la lutte sociale ! Ils vantent l'idéal misérable d'un salariat fonctionnarisé, d'un logement garanti par le piston municipal, d'un pavillon acquis par toute une vie d'épargne, d'une petite école où l'on enseigne les valeurs de la « promotion sociale » dans un pays protégé de l'« étranger », les rêves d'un mode de vie qui singe celui des bourgeois, alors que la misère reste là, horrible, dans la rue proche, dans le même immeuble, d'autant plus insupportable qu'elle rappelle de façon lancinante le besoin de la lutte collective à laquelle on prétendait échapper !

La prospérité bourgeoise donnait une base matérielle à la politique de réformes sociales, et la distribution de miettes permettait d'éviter la lutte sociale. Mais à l'heure où la succession des crises capitalistes pousse la bourgeoisie à détruire les « indexations » et les « rigidités », ces « garanties » qui la gênent maintenant dans la guerre économique généralisée, le passage à la lutte devient de plus en plus nécessaire.

Cependant, tandis que les catégories les plus misérables, sans réserves, y sont poussées plus spontanément, il est logique que la première réaction des catégories « aristocratiques » soit de tenter de défendre les privilèges acquis avant de s'apercevoir que la lutte

collective pour les intérêts communs des larges masses ouvrières est seule féconde.

Or, c'est cette défense des privilèges acquis que les partis soi-disant « ouvriers » érigent en principe et poussent jusqu'à l'alliance avec la bourgeoisie et l'Etat impérialistes contre les intérêts des larges masses ouvrières et aussi contre les masses exploitées des pays dominés. Cette politique chauvine, raciste et impérialiste n'est donc nullement la défense des prolétaires français, mais la politique d'alliance ouverte avec l'impérialisme français pour le maintien des privilèges de certaines catégories, dans le but de retarder et d'éviter la lutte de classe. Aujourd'hui il s'agit des prolétaires immigrés. C'est la même politique que mène également le réformisme « ouvrier » vis-à-vis de toutes les catégories les plus exposées, les jeunes, les femmes, les non-qualifiés, les hors-statut, bref les larges masses de la classe ouvrière.

Voilà qui permet d'expliquer le regain de « combativité » du PCF et de la CGT aujourd'hui. Mais c'est une « combativité » qui n'est pas prolétarienne ; elle est fautive, dénaturée, conservatrice, et provoque le dégoût. Et pourquoi agite-t-elle surtout le PCF, alors que le PS peut se permettre de lui faire tranquillement la morale ? C'est parce que le PCF est le parti ouvrier bourgeois par excellence, c'est-à-dire ouvrier par son influence et bourgeois par sa politique, tandis que le PS est davantage petit-bourgeois. La petite-bourgeoisie n'a pas besoin de la même politique active de division contre-révolutionnaire, car elle est elle-même spontanément divisée par le mécanisme du capital, qui au contraire tend à déblayer le terrain pour l'union des prolétaires. Mais les uns et les autres mènent la même politique conservatrice et anti-ouvrière.

Voilà pourquoi la lutte contre la division des rangs ouvriers, dont le racisme est une arme privilégiée, ne peut être menée que sur le terrain de la lutte de classe, de la lutte collective ouverte contre le capital et ses larbins démocratiques et social-impérialistes.

Vitry, la gauche et l'extrême gauche

Les réactions après l'attaque du foyer de Vitry sont intéressantes à plus d'un titre. Elles montrent d'abord la parfaite hypocrisie des bourgeois qui, dans leur presse, à la radio et télévision, cherchent

à se tailler un costume d'anti-racistes et de défenseurs des ouvriers sur le dos du PCF, alors qu'entre 1976 et 1980 ce sont près de 100.000 travailleurs immigrés qui ont été renvoyés avec leur approbation. Dans la gauche, les réactions sont aussi significatives.

LA CFDT désapprouve l'attitude du PC et saisit l'occasion, par la voix de Bobichon, secrétaire général de l'URP, de réaffirmer sa volonté ... de « **défendre le contrôle des flux migratoires** » (Le Quotidien de Paris du 29-12-80).

LE PS désapprouve et réaffirme lui aussi son soutien indéfectible... à l'arrêt de l'immigration (Le Matin du 31-12-80). Il désapprouve, mais « **les communistes ont raison de soulever le problème** » (Le Matin du 27-12). Il désapprouve, mais « **le pire des racismes serait de nier les difficultés que rencontrent de nombreuses municipalités** ».

LE PCF à Vitry arrête l'immigration avec un bulldozer, la CFDT, le PS, et aussi la CGT veulent la stopper à coup de lois et de flics, « démocratiquement ».

LE MRAP désapprouve mais... juge « **que la concentration systématique des immigrés dans certaines communes [...] multiplie les difficultés** » (Le Monde du 31-12). Le désaveu porte donc sur la méthode, mais pas sur la revendication. En somme, on est tous d'accord, mais mieux vaut ne pas mettre directement la main à la pâte...

C'est au *Quotidien de Paris* de résumer cette attitude de la gauche dans son numéro du 30-12 : « **Arrêter l'immigration, mais en y mettant les formes** ».

Quant à l'« extrême gauche », ses réactions constituent une nouvelle illustration de son souci de tourner le dos à tout ce qui mettrait le PCF en difficulté.

LA LCR, après une dénonciation de la revendication de la répartition des immigrés et du chauvinisme du PCF, donne comme perspective l'unité du PC et du PS... pour lutter contre le racisme (Tract de la Fédération du Val-de-Marne diffusé à Vitry le 3-1-81). Unité de l'essence et du mazout pour éteindre l'incendie !

LO remporte la palme du suivisme : dans son dernier congrès elle approuve la politique du PCF « car ce qu'il dénonce est valable et

fondé », et « les municipalités n'ont fait preuve d'aucun ostracisme envers les immigrés » (Lutte de Classe du 22-12-80).

L'UCF : Dans *Le Monde* du 28-29.12.80, elle écrit : « En réclamant une « répartition équitable » des ouvriers arabes ou africains ; en restaurant, à propos des écoles, l'idée d'un numerus clausus des enfants d'immigrés ; en appelant à la mobilisation pour l'arrêt absolu de l'immigration, le PCF met en branle la logique du racisme d'Etat ». Seul le PC est critiqué : l'UCF fait du PC l'épouvantail, l'arbre qui cache la forêt. De plus, sa critique repose sur un terrain inter-classiste, celui de l'antiracisme démocratique : une base sur laquelle l'UCF est amenée à rejoindre les organisations qu'elle dénonce aujourd'hui.

Le racisme, partie intégrante du social-impérialisme

Le social-impérialisme ne s'appuie pas seulement sur le chauvinisme ou le social-chauvinisme, c'est-à-dire l'esprit borné d'exclusive nationale né sur le terrain des oppositions historiques entre Etats, comme c'est le cas par exemple du chauvinisme anti-allemand en France. Il s'appuie aussi sur le racisme, ou le social-racisme, c'est-à-dire l'esprit de supériorité nationale et raciale qui résulte d'un long passé de domination impérialiste et de corruption de couches entières de prolétaires des métropoles impérialistes et qui leur fait mépriser les prolétaires et les masses exploitées des anciennes colonies ou des colonies et semi-colonies actuelles. C'est le cas en France vis-à-vis des travailleurs maghrébins ou noirs, d'Afrique ou des DOM-TOM.

On sait que l'Internationale Communiste est née au sortir de la ière guerre mondiale en combattant le social-patriotisme des partis social-démocrates, mais aussi leur exclusivisme à l'égard des peuples des continents « arriérés » :

« L'Internationale Communiste rompt pour tout jamais, lit-on dans les statuts de l'IC de 1919, avec la tradition de la IIe Internationale pour laquelle n'existaient en fait que les peuples de race blanche. L'Internationale Communiste aternise avec les hommes de race blanche, jaune, noire, les travailleurs de toute la terre « .

Le social-racisme du PS n'a jamais fait de doute, mais il est certain aussi que le PCF n'a jamais complètement rompu avec le social-chauvinisme, le social-colonialisme et le racisme. On peut rappeler à titre de preuve les admonestations de l'IC, obligée d'expliquer au PCF pourquoi il était nécessaire d'exclure du Parti la section de Sidi-Bel Abbès, « qui couvre d'une phraséologie pseudo-marxiste un point de vue purement esclavagiste » (Résolution sur la question française adoptée au IV^e Congrès de Moscou, 1922). Il est clair qu'après le tournant de 1934, et l'aplatissement total du PCF devant l'impérialisme français sous couleur de défense de la démocratie, cette politique social-impérialiste n'a fait que gagner en force avec la guerre impérialiste et la reconstitution de l'empire colonial.

La bonne conscience démocratique a pour habitude de faire du racisme une caractéristique du fascisme. Ce n'est en fait qu'une hypocrisie de plus. Il existe un lien tout à fait nécessaire et que les démocrates passent sous silence, en revanche, entre le racisme anti-maghrébin et anti-noir et la démocratie impérialiste française, dont le PC et le PS sont des soutiens actifs.

Mieux, le lien entre démocratie impérialiste et social-racisme est bien plus étroit, si on y regarde de près, que celui que l'on veut bien établir entre racisme et fascisme. La raison en est simple.

La démocratie comme le fascisme sont tous deux liés à l'exacerbation du nationalisme, de la xénophobie et du racisme, car ils sont les formes jumelles de l'Etat impérialiste moderne qui ne vit qu'en luttant contre les autres Etats impérialistes et en opprimant une quantité de nations, d'Etats et de peuples plus petits et plus faibles.

Et si l'antisémitisme fut un des traits du nazisme, ce trait est aussi contingent qu'a pu l'être le nazisme comme forme historique. Le fascisme italien n'a pas été, lui, antisémite. En revanche, on peut dire que les démocraties impérialistes sont d'autant plus racistes que le consensus social sur lequel elles reposent, consensus fondé sur les privilèges impérialistes, y est plus « volontaire » que dans les formes du fascisme historique, ou même que le néo-stalinisme est-européen qui a repris toutes les vieilles traditions de l'antisémitisme, notamment en Russie et en Pologne.

Plus l'Etat capitaliste est sénile par conséquent, et surtout s'il conserve sa forme démocratique, plus la division doit être entretenue entre les prolétaires, et la haine nationale et raciale sont des moyens ordinaires de cette division, comme le montre la situation sociale aussi bien en Angleterre qu'en Hollande, aux États-Unis qu'en France. Et parce que les partis opportunistes travaillent activement à la division de la classe, à construire tout un système de discriminations économiques, sociales et politiques qu'ils voient de la dénonciation platonique du racisme et de l'antisémitisme, le PC et le PS sont effectivement social-racistes.

Allez donc essayer, comme s'imaginent le faire les centristes et en particulier les trotskystes, de combattre le chauvinisme et le racisme, sans mener une lutte sans merci contre les partis social-impérialistes et la démocratie petite-bourgeoise des pays impérialistes !

Après le crime de Laeken, un tract du parti (extraits) En Belgique aussi, des immigrés assassinés...

Un fasciste assassine un travailleur marocain ! Et la presse bourgeoise crie au racisme, crie au scandale ! Mais elle oublie de se scandaliser des ratonnades, des contrôles, des fouilles systématiques, des passages à tabac et des mesures d'expulsion dont sont victimes quotidiennement les travailleurs immigrés de la part des « forces de l'ordre » légales.

La bourgeoisie belge voudrait se refaire une virginité en condamnant le racisme et les attentats « illégaux », alors qu'elle les entretient soigneusement dans les faits en faisant des immigrés les boucs émissaires de la crise, du chômage et de l'« insécurité des Belges ».

[...] C'est avec la même hypocrisie que le PS, PC et syndicats essayent de cacher sous un flot de verbiage antiraciste, humaniste et démocratique leur mépris des immigrés : on ne défend pas les immigrés en réclamant, comme ils le font, le contrôle de l'immigration ! [...]

Aucune « loi antiraciste » ne pourra garantir la défense des travailleurs immigrés face aux attaques conjuguées des forces légales et « illégales » ; seule une autodéfense de classe pourra le faire.



Aucune « loi antiraciste » ne vengera l'assassinat de Ben Hamou. Contre les violences de la bourgeoisie nous ne pouvons compter que sur nos propres forces.

Opposons à la violence bourgeoise la violence collective des travailleurs en organisant partout où c'est possible, dans les entreprises, les quartiers, l'autodéfense contre le terrorisme légal ou illégal de la bourgeoisie et de son appareil d'Etat !

HABIB : LES ÉLECTIONS MUNICIPALES OU LE "PROGRAMME COMMUN" CONTRE LES IMMIGRÉS⁷

La foire électorale qu'à vécue la France depuis quelques semaines a été un sujet de polémiques et de discussions diverses alimentées par des dizaines de sondages sur les chances de telle ou telle liste de remporter les municipales. Dans une telle ambiance, on serait tenté de penser qu'effectivement les programmes diffèrent d'un parti à l'autre et qu'il y aurait sûrement des gagnants parmi eux.

⁷ Article d'Habib paru dans Informations et réflexions libertaires < <http://cras31.info/IMG/pdf/irl-n50.pdf> > , n° 50, avril-mai 1983, p. 5 et trouver ici : < <https://sinedjib.com/index.php/2020/06/17/habib/> >

En effet, on ne se serait pas beaucoup trompé. Il se serait agi seulement d'une nuance au niveau des termes employés. Il y avait bien deux camps ; ceux qui cherchaient le pouvoir et ceux qui cherchaient et cherchent depuis toujours à vivre et vivre libres. Il y avait aussi un « programme commun » entre la gauche et la droite contre les boucs émissaires de la crise : les Immigrés.

Sans entrer dans une polémique stérile sur le vote en général, il serait intéressant de rappeler certains événements anti-immigrés qui ne s'expliquent que par un racisme honteux :

- toutes les lois décrétées lors du septennat de Giscard, et avant, qui limitent la liberté et les droits des étrangers.
- la campagne du P.C.F. à Vitry lors des présidentielles en Mai 1981.
- la nouvelle version socialiste (quelle honte) de la loi « sécurité et liberté ».
- le fichier « anti-terroriste ».
- les bavures et les déclarations qui entrent dans le cadre de la dernière campagne électorale.

Depuis quelques années les mots immigration et insécurité ont été déclarés synonymes. Ceci n'est pas étonnant surtout quand on sait que tous les Dieux du mal sont unis pour faire des voleurs, des violeurs, des assassins et j'en passe...

A Marseille, par exemple, plus on s'approchait du 2ème tour, plus se dévoilait le contenu du « Programme commun » : on pouvait lire sur les murs de la ville :

« A Marseille, la sécurité c'est Defferre » « Pour votre sécurité votez R.P.R. »

Un très beau jeu de mots : Defferre serait-il R.P.R. ? D'après les déclarations de son ami, AUTAIN, secrétaire d'état à l'immigration, il serait pire ; n'a-t-il pas déclaré avec satisfaction qu'en 1982 le ministre de l'Intérieur « a procédé à 45.000 refoulements » avant d'ajouter non sans fierté « chiffres sans précédents »⁸. Ceci veut dire aussi que d'ici aux prochaines municipales de 1988 il pourra procéder à 225.000 refoulements.

8 Libération 11 Mars 1983

Pour mémoire, il faut enregistrer le geste méprisable du même Defferre et sa suite qui par peur d'être taxés « Pro-immigrés » ont empêché des Algériennes qui voulaient serrer la main du candidat socialiste de le faire⁹.

Si le problème restait au niveau des bavures habituelles, on pourrait peut-être ne pas faire attention, du moins faire semblant. Mais il s'agit là d'un programme apparemment bien étudié, et c'est d'autant plus grave et inquiétant qu'il devient le cheval de bataille de toutes les institutions politiques y compris celles du pouvoir central.

Les listes communes F.N. et RPR dans certaines municipalités de Province et les contacts entre les socialistes et la liste « Marseille sécurité » sont les preuves irréfutables de cette alliance contre les immigrés. Quant aux résultats ils risquent d'être lourds et graves ; les multiplications des refoulements, des ghettos, de xénophobie et de violence verbale et physique en seront les aspects les plus apparents.

Ceci me paraît d'autant plus évident que le programme a été parrainé et lancé par le premier ministre : n'a-t-il pas déclaré il y a quelques semaines que les ouvriers du secteur de l'automobile, qui étaient en grève, étaient manipulés par des forces religieuses et politiques étrangères ? A noter que malgré les protestations il n'est pas revenu sur sa déclaration, il a même concrétisé son idée par le coup des flics contre Ben Bella (pour qui je n'ai par ailleurs aucune sympathie).

Pendant ce temps-là, 100.000 familles immigrées sont toujours en quête d'un logement décent¹⁰ pour ne citer que cet exemple parmi tant d'autres.

Attention, la « Délinquance bronzée » peut faire sauter un « Programme commun ».

HABIB

9 *Ibid.*

10 Le Monde du 14 Mars 1983

IRL *journal d'expressions libertaires* **50**
INFORMATIONS et REFLEXIONS LIBERTAIRES
AVRIL-MAI 1983 - 10 FRANCS

LA PAIX C'EST LA GUERRE

Charles HERNU



L. 1503 - 60 - 10 F

Cette brochure a été imprimée une première fois début 2022 à la suite de l'expulsion du CSA d'Ivry. Elle devait subir des grosses modifications par la suite avant sa mise en ligne. Au final, c'est cette première version que nous choisissons de mettre en ligne.

Pour vos retours, questions, intérêts ou insultes, n'hésitez pas à nous écrire à l'adresse suivante :

enterrerlesmortsvivants@riseup.net



Cette brochure ne s'adresse pas à un public en particulier. Elle est née de la volonté de mieux comprendre l'idéologie du Parti Communiste s'incarnant dans les mairies, notamment dans les banlieues sud. Elle est née d'une volonté de retracer les liens entre racisme, immigration et logement notamment à Vitry-sur-Seine à travers les événements du début des années 1980. Pour autant nous ne doutons pas qu'ils soient caractéristiques d'une idéologie fortement imprégnée au sein du PCF encore contemporanément. Enfin, même si cette brochure cherche à participer à la démonstration du fait que le PCF est fondamentalement raciste et contre-révolutionnaire, nous avons conscience que nous ne sommes évidemment pas les premiers et même peut-être les derniers à vouloir régler nos comptes avec eux. Cette brochure est ainsi avant tout réalisé dans le but de régler les comptes avec nous-mêmes, c'est-à-dire d'arrêter de se demander pourquoi le PC n'est pas communiste, pourquoi le PC ne réquisitionne pas des bâtiments vides, pourquoi le PC ne résiste pas à la « gentrification », bref recentrer le débat, remettre à leurs places les idiots utiles du Capital et essayer d'imaginer des perspectives de luttes contre nos ennemis réels.